EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

Brussels
11-11-2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ([1])

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	EAC.B.3
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	267015
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt **Initial Duration (months)** Durée initiale (mois) Dauer (Monate) **Place of Secondment** Lieu de détachement Abordnungsort	Q1 2027 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	18-12-2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version, Version Française, Deutsche Version

([1]) To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.

EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

Brussels
11-11-2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

Unit EAC B.3 drives the reform and modernisation of higher education in the EU and the sector's contribution to the European Education Area and Union of Skills. It contributes to the broader EU policy goals by supporting the protection of academic values, including academic freedom and by advancing policies aiming at widening the access to higher education. The unit supports lifelong learning and strategic skills development, including through a European approach to micro-credentials.

The unit advances the European Strategy for Universities, i.e. through the European Universities initiative and its European Universities Alliances 2.0 and promotes the take-up of the European Degree Label and the development of a fully-fledged European Degree. Furthermore, it actively supports the "Bologna Process" which seeks to create a European Higher Education Area based on the implementation of common European tools.

The unit advances policy developments through the implementation of the higher education actions of the Erasmus+ Programme, the digitalisation of mobility administration through the European Student Card Initiative, and the mutual recognition of higher education diplomas. It supports evidence-based policy making in higher education through the European Higher Education Sector Observatory.

Job presentation:

Contribute to the development of higher education actions and policies within the European Commission, preparing policy activities, including preparatory documents, and overseeing implementation.

The SNE will work under the supervision of an administrator. Without prejudice to the principle of loyal cooperation between the national/regional and European administrations, the SNE will not work on individual cases with implications with files he/she would have had to deal with in his/her national administration in the two years preceding its entry into the Commission, or directly adjacent cases. In no case he/she shall represent the Commission in order to make commitments, financial or otherwise, or to negotiate on behalf of the Commission.
The SNE works under the supervision of an administrator and shall not represent the Commission in order to make commitments, financial or otherwise, or to negotiate on behalf of the Commission.

Jobholder profile:

We are looking for a policy officer to contribute to the development, coordination and implementation of EU initiatives in higher education, with a particular focus on supporting cooperation between Member States, stakeholders and institutions.

The successful candidate will help shape policy analysis, prepare briefings and reports, support meetings and events, and contribute to the design and follow-up of actions linked to the European Education Area and related Union priorities in higher education.
The role requires the ability to work on complex files, engage with a wide range of stakeholders, and translate policy objectives into clear and operational actions.

Candidates should have a strong interest in higher education policy, the higher education actions under the Erasmus+ programme and EU cooperation in education, together with excellent analytical, drafting and organisational skills. Experience in policy development, stakeholder coordination, project or programme management, and the preparation of policy documents would be an asset.

The post requires a proactive and service-oriented approach, sound judgement, and the ability to work effectively both independently and as part of a team in a multicultural environment. Excellent command of English is required; knowledge of other EU languages would be an advantage.

COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE
RESSOURCES HUMAINES ET SÉCURITÉ
Concours, Sélections & Détachements

Brussels
11-11-2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'unité EAC B.3 est chargée de la réforme et de la modernisation de l'enseignement supérieur dans l'UE et de la contribution du secteur à l'Espace Européen de l'Éducation et à l'Union des compétences. Il contribue aux objectifs stratégiques plus larges de l'UE en soutenant la protection des valeurs académiques, y compris la liberté académique et en faisant progresser les politiques visant à élargir l'accès à l'enseignement supérieur. L'unité soutient l'apprentissage tout au long de la vie et le développement stratégique des compétences, y compris au moyen d'une approche européenne des microcertifications.

L'unité porte la Stratégie européenne pour les universités à travers l'initiative des Universités Européennes et les Alliances d'Universités Européennes 2.0, et encourage l'adoption du label « diplôme européen » et le développement d'un diplôme européen à part entière. En outre, il soutient activement le « processus de Bologne », qui vise à créer un Espace Européen de l'Enseignement Supérieur fondé sur la mise en œuvre d'outils européens communs.

L'unité contribue à l'élaboration des politiques en mettant en œuvre les actions relatives à l'enseignement supérieur du programme Erasmus+ , à la numérisation de la gestion des mobilités au moyen de l'initiative relative à la carte d'étudiant européenne et à la reconnaissance mutuelle des diplômes de l'enseignement supérieur. Elle soutient l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans l'enseignement supérieur par l'intermédiaire de l'Observatoire européen du secteur de l'enseignement supérieur.

Présentation du poste:

Contribuer à l'élaboration d'actions et de politiques en matière d'enseignement supérieur au sein de la Commission européenne, en élaborant des activités stratégiques, y compris des documents préparatoires, et en supervisant leur mise en œuvre.

L'END travaillera sous la supervision d'un administrateur. Sans préjudice du principe de coopération loyale entre les administrations nationales/régionales et européennes, l'END ne travaillera pas sur des cas individuels ayant une incidence sur des dossiers qu'il aurait dû traiter dans son administration nationale au cours des deux années précédant son entrée à la Commission, ou sur des cas directement adjacents. En aucun cas, il ne représente la Commission pour prendre des engagements, financiers ou autres, ou pour négocier au nom de la Commission.

L'END travaillera sous la supervision d'un administrateur et en aucun cas, il / elle ne représente la Commission pour prendre des engagements, financiers ou autres, ou pour négocier au nom de la Commission.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un chargé de mission pour contribuer à l'élaboration, à la coordination et à la mise en œuvre des initiatives de l'UE dans l'enseignement supérieur, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien à la coopération entre les États membres, les parties prenantes et les institutions.

Le candidat retenu contribuera à l'élaboration de l'analyse des politiques, à la préparation de notes d'information et de rapports, au soutien de réunions et d'événements, ainsi qu'à la conception et au suivi d'actions liées à l'Espace Européen de l'Éducation et aux priorités connexes de l'Union dans l'enseignement supérieur.
Ce rôle nécessite une capacité à travailler sur des dossiers complexes, à dialoguer avec un large éventail de parties prenantes et à traduire les objectifs stratégiques en actions claires et opérationnelles.

Les candidats devraient avoir un intérêt marqué pour les politiques d'enseignement supérieur, les actions en faveur de l'enseignement supérieur dans le cadre du programme Erasmus+ et la coopération de l'UE dans le domaine de l'éducation, ainsi que d'excellentes compétences analytiques, rédactionnelles et organisationnelles. Une expérience dans l'élaboration de politiques, la coordination de parties prenantes, la gestion de projets ou de programmes et d la préparation de documents d'orientation serait un atout.

Le poste exige une approche proactive et axée sur l'intérêt du service, des qualités de jugement et la capacité de travailler efficacement à la fois de manière autonome et en équipe dans un environnement multiculturel. Une excellente maîtrise de l'anglais est requise ; la connaissance d'autres langues de l'UE serait un atout.

EUROPÄISCHE KOMMISSION
GENERALDIREKTION
HUMANRESSOURCEN UND SICHERHEIT
Ausschreibungen, Auswahl & Abordnungen

Brussels
11-11-2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Das Referat EAC B.3 treibt die Reform und Modernisierung der Hochschulbildung in der EU und den Beitrag des Sektors zum Europäischen Bildungsraum und zur Union der Kompetenzen voran. Sie trägt zu den umfassenderen politischen Zielen der EU bei, indem sie den Schutz akademischer Werte, einschließlich der akademischen Freiheit, unterstützt, indem sie politische Maßnahmen vorantreibt, die darauf abzielen und den Zugang zur Hochschulbildung zu erweitern. Das Referat unterstützt lebenslanges Lernen und die Entwicklung strategischer Kompetenzen, unter anderem durch einen europäischen Ansatz für Microcredentials.

Das Referat treibt die europäische Hochschulstrategie voran, d. h. durch die Initiative „Europäische Hochschulen“ und ihre Allianzen für europäische Hochschulen 2.0, und fördert die Übernahme des Europäischen Hochschulabschlusssiegels und die Entwicklung eines vollwertigen europäischen Hochschulabschlusses. Darüber hinaus unterstützt sie aktiv den "Bologna-Prozess", mit dem ein europäischer Hochschulraum auf der Grundlage der Umsetzung gemeinsamer europäischer Instrumente geschaffen werden soll.

Das Referat fördert politische Entwicklungen durch die Umsetzung der Hochschulmaßnahmen des Programms Erasmus+, die Digitalisierung der Mobilitätsverwaltung durch die Initiative „Europäischer Studentenausweis“ und die gegenseitige Anerkennung von Hochschuldiplomen. Sie unterstützt die faktengestützte Politikgestaltung in der Hochschulbildung durch die Europäische Beobachtungsstelle für den Hochschulsektor.

Stellenbeschreibung:

Beitrag zur Entwicklung von Maßnahmen und Strategien im Bereich der Hochschulbildung innerhalb der Europäischen Kommission, Vorbereitung politischer Tätigkeiten, einschließlich vorbereitender Dokumente, und Überwachung der Umsetzung.

Der ANS arbeitet unter der Aufsicht eines Verwalters. Unbeschadet des Grundsatzes der loyalen Zusammenarbeit zwischen den nationalen/regionalen und europäischen Verwaltungen arbeitet der ANS nicht an Einzelfällen mit Auswirkungen auf Dossiers, die er in den zwei Jahren vor seinem Eintritt in die Kommission in seiner nationalen Verwaltung hätte bearbeiten müssen, oder direkt angrenzende Fälle. In keinem Fall vertritt er die Kommission, um finanzielle oder sonstige Verpflichtungen einzugehen oder im Namen der Kommission zu verhandeln.

Der abgeordnete nationale Sachverständige arbeitet unter der Aufsicht eines Administrators. In keinem Fall vertritt er die Kommission, um finanzielle oder sonstige Verpflichtungen einzugehen oder im Namen der Kommission zu verhandeln.

Anforderungsprofil:

Wir suchen einen politischen Referenten, der zur Entwicklung, Koordinierung und Umsetzung von EU-Initiativen im Hochschulbereich beiträgt, wobei ein besonderer Schwerpunkt auf der Unterstützung der Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten, Interessenträgern und Institutionen liegt.

Der erfolgreiche Bewerber/die erfolgreiche Bewerberin wird zur Gestaltung politischer Analysen, zur Vorbereitung von Briefings und Berichten, zur Unterstützung von Sitzungen und Veranstaltungen sowie zur Gestaltung und Weiterverfolgung von Maßnahmen im Zusammenhang mit dem europäischen Bildungsraum und den damit verbundenen Prioritäten der Union in der Hochschulbildung beitragen.

Die Rolle erfordert die Fähigkeit, an komplexen Dossiers zu arbeiten, mit einem breiten Spektrum von Interessenträgern zusammenzuarbeiten und politische Ziele in klare und operative Maßnahmen umzusetzen.

Die Bewerberinnen und Bewerber sollten ein starkes Interesse an der Hochschulpolitik, den Hochschulmaßnahmen im Rahmen des Programms Erasmus+ und der EU-Zusammenarbeit im Bildungsbereich sowie ausgezeichnete analytische, redaktionelle und organisatorische Fähigkeiten haben. Erfahrungen in der Politikentwicklung, der Koordinierung der Interessenträger, der Projekt- oder Programmverwaltung und der Ausarbeitung von Strategiepapieren wären von Vorteil.

Die Stelle erfordert einen proaktiven und serviceorientierten Ansatz, ein fundiertes Urteilsvermögen und die Fähigkeit, sowohl unabhängig als auch als Teil eines Teams in einem multikulturellen Umfeld effektiv zu arbeiten. Ausgezeichnete Englischkenntnisse sind erforderlich; Kenntnisse in anderen EU-Sprachen wären von Vorteil.

EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.

- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.

- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.

- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015. It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.

Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to**. Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft you CV in English, French or German using the **Europass CV format** (Create your Europass CV | Europass). It must mention your nationality and your contact e-mail.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ([2]). This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

([2]) Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39

COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE
RESSOURCES HUMAINES ET SÉCURITÉ
Concours, Sélections & Détachements

Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015. Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.

Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** (Créez votre CV Europass | Europass) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité et votre adresse e-mail de contact.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([3]). Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

([3]) Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau

gemäß der Entscheidung der Kommission (EU-Euratom) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen (Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass). Ihre Nationalität und Ihre Kontakt-E-Mail müssen darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ([4]). Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

([4]) Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“